

Vers une sociologie économique de la ville

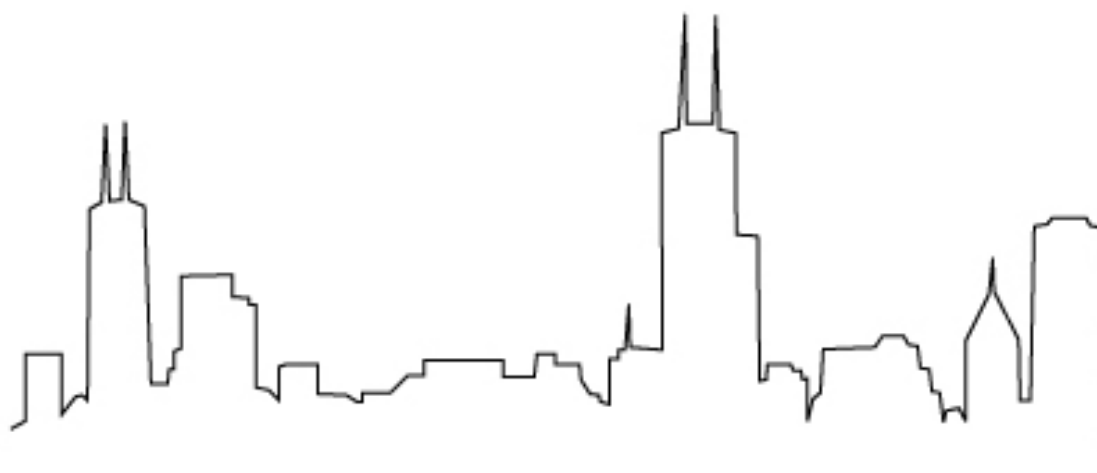
Journées d'étude

Mercredi 3 et Jeudi 4 octobre 2018

Centre de Sociologie des Organisations

19 rue Amélie, 75007 Paris

*Organisées avec le soutien du Centre de sociologie des organisations
du Centre d'études européennes et du Labex Futurs Urbains*



Inscription obligatoire via le lien suivant : <https://goo.gl/forms/cbDOLrAYIuz1S4Z82>

Pour toute demande d'information : marie.piganiol@sciencespo.fr et
alexandre.coulondre@gmail.com

Marchés urbains, encastrements, ségrégations

Introduction : Alexandre Coulondre et Marie Piganiol

Philippe Steiner – « Les fêtes qui sont le sourire des villes » : sociologie économique des fêtes de Bayonne

Simon Bittmann – Réguler le marché urbain des crédits par le droit : la lutte des réformateurs d'Atlanta contre les *loan sharks* (1900-1930)

Discutante : Hélène Ducourant

Sebastian Kohl – Economic segregation in the major German cities in times of rising house prices and rents

Moises Kopper – Timing infrastructures : Cartographies of wellbeing and consumption in Brazil's social housing market

Discutant : Philippe Steiner

Les instruments marchands des politiques urbaines

Introduction : Alexandre Coulondre et Marie Piganiol

Charlotte Halpern et Julie Pollard – Saisir l'action publique urbaine à partir de ses répertoires d'instrumentation: apports et limites de la notion d'instruments marchands

Antoine Courmont – Les données ouvertes : instruments d'action publique ou nouvelle ressource pour le capitalisme urbain à l'ère du numérique ?

Discutante : Sophie Dubuisson-Quellier

Alice Mazeaud et Magali Nonjon – Les politiques participatives : un produit du marché ?

Fabrice Bardet et Huana Carvalho – Le retour des villes ou la conquête des métropoles par les marchés ? Le nouvel enjeu du logement étudiant à Lyon ... et ses comptes

Anaïs Daniau – Vers un gouvernement marchand des centres urbains ?

Discutant : Patrick Le Galès

La valorisation économique des espaces urbains

François Cusin – De la géographie urbaine à la sociologie économique et réciproquement : la valorisation marchande des quartiers de gentrification en débat

Loïc Bonneval – Agencements de marchés et formation des prix des logements anciens

Camille François – Éduquer les "petits propriétaires". Les procédures d'expulsion comme instance de régulation judiciaire du marché locatif

Discutant : Étienne Nouguez

Marine Duros – Les courtiers de la valorisation urbaine. Une analyse du travail des experts d'un cabinet mondial de conseil en immobilier d'entreprise

Clément Boisseuil – Commerce des droits fonciers aériens et politiques de surélévation à Paris, Londres et New York

Discutant : Alexandre Mallard

Comité d'organisation

Alexandre Coulondre - Labex « Futurs Urbains », Lab'Urba, Université Paris-Est

Marie Piganiol - Max Planck Institute for the Study of Societies

Présentation

On trouve dans la *sociologie classique* de nombreuses analyses sur le développement croisé des villes et du capitalisme (Marx et Engels, 1982 [1932]; Weber, 2003 [1922]; Polanyi, 1983 [1944]; Halbwachs, 1908). Pourtant la *sociologie économique* contemporaine n'a pas prolongé de telles réflexions, laissant à d'autres disciplines le soin d'appréhender la dimension urbaine des phénomènes économiques. La *science économique*, qui a délaissé la question des lieux à la fin du XIX^{ème} siècle, initie depuis quelques années un débat avec la *géographie économique* sur le sujet (Pumain et al., 2007). De leur côté, les *urban studies* s'appuient sur un corpus pluridisciplinaire pour décrire la façon dont les acteurs économiques participent à la fabrique et la gouvernance urbaine (Elkin, 1985; Harvey, 1989; Stone, 1989; Harding, 1991; Fainstein, 2001; Le Galès, 2011).

L'objectif de ces journées d'étude est de réfléchir, en vue d'une publication collective, à l'apport spécifique de la sociologie économique dans ces débats scientifiques. Les outils existants de la sociologie économique sont-ils applicables à l'étude de la ville ? Qu'apportent-ils à l'analyse des phénomènes urbains et quelles sont leurs limites ? Enfin, dans quelle mesure l'étude de la ville permet-elle de revisiter des questions propres à la sociologie économique ?

La nouvelle sociologie économique et la ville : une relation à construire

La « nouvelle sociologie économique », qui s'est développée aux Etats-Unis et en Europe depuis les années 1980, a renouvelé les outils d'analyse de l'économie à partir d'une double posture (Granovetter, 1985). La première est le refus de considérer l'action économique comme le fait d'individus sous-socialisés, atomisés et munis d'une rationalité sans borne, tels que le postule et le modélise l'économie dite « néo-classique ». La deuxième est le refus de considérer l'action économique comme surdéterminée et de voir les acteurs sociaux comme les relais passifs de forces économiques ou sociales hégémoniques, comme le suggère l'économie marxiste ou une certaine géographie économique. Pour dépasser ces deux postures, la « nouvelle sociologie économique » a proposé une vision alternative des phénomènes économiques, compris comme « socialement encastés » (Polanyi, 1983 [1944]; Krippner et al., 2004).

De la notion d'« encastement », on peut tirer deux séries d'observations. La première est de reconnaître, dans la formation des actions économiques, le rôle des *institutions*, des *réseaux*, des relations de *pouvoir* et des *équipements cognitifs*, dans la lignée des travaux de Durkheim, Simmel, Marx et Weber (Dobbin, 2004). Les institutions définissent, au niveau macrosocial, les comportements légitimes. Les réseaux (professionnels, communautaires, etc.) définissent des rôles sociaux. Les relations de pouvoir contraignent, sanctionnent ou font évoluer au contraire certains comportements économiques. Quant aux équipements cognitifs, ils fournissent aux individus des catégories de jugement, des schémas de pensée, d'interprétation et d'évaluation qui fondent leurs décisions. La seconde série d'observations est d'accorder

aux individus une certaine autonomie d'interprétation des situations sociales, une aptitude à développer des stratégies et des résistances à certains phénomènes économiques voire une capacité à jouer de l'hétérogénéité des contextes sociaux pour en tirer profit, à l'instar des entrepreneurs (Burt, 1995; Zalio, 2004).

Le pari de cet appel est que le regard de la sociologie économique, attentif au sens des actions et à la diversité des situations sociales, est heuristique pour comprendre le fait urbain contemporain. Plus que d'autres, les phénomènes économiques qui prennent place en ville sont façonnés par des *institutions* : il suffit de penser au logement en France pour mesurer l'importance des régulations, des politiques publiques, des institutions judiciaires et le rôle des acteurs publics en général dans son allocation (Polanyi, 1983 [1944]; Topalov, 1987; Bourdieu, 2000). Ce sont dans les villes, ensuite, que s'épanouissent des *réseaux* professionnels, économiques, élitaires et communautaires, pourvoyeurs d'opportunités et de ressources économiques (Portes et Sensenbrenner, 1993; Safford, 2009). L'intensité des enjeux économiques, de la concurrence et des perspectives de profit à l'intérieur des villes exacerbe les relations de *pouvoir*, mais aussi de coopération et de négociation entre développeurs d'infrastructures urbaines, investisseurs financiers, élus locaux, associations et aménageurs urbains pour ne citer que quelques exemples. Enfin, certains *équipements cognitifs*, d'interprétation et d'évaluation se portent spécifiquement sur les espaces urbains et ont des conséquences économiques aisément observables à l'échelle des quartiers : ces dernières peuvent être négatives lorsqu'un quartier est jugé « sensible », « relégué », « enclavé » ou « périphérique », positives lorsqu'il est perçu comme « bourgeois », « gentrifié », « pittoresque » ou « central ».

Les développements récents de la sociologie économique, qui s'est enrichie du croisement d'autres courants et sous-disciplines – sociologie pragmatique, sociologie des sciences et des techniques, sociologie du travail et de la production, sociologie de l'art et de la culture notamment –, ont ouvert de nouvelles pistes de recherche, toutes à même d'enrichir l'appréhension des phénomènes économiques façonnant la ville. On peut citer, d'abord, les travaux récents de sociologie économique sur la *valuation* et sur les prix. Ces derniers soulignent la variété des rationalités économiques, la rare congruence des registres d'évaluation (économique, morale, symbolique, sociale, politique etc.) et la contingence des dispositifs techniques dans la construction de « ce qui vaut » (Beckert et Aspers, 2011; Boltanski et Esquerre, 2016; Callon et al., 2002; Fourcade, 2011; Vatin, 2009; Zelizer, 2010). Appliqués à la ville, ces travaux peuvent s'avérer utiles pour analyser, par exemple, la valeur des espaces urbains et ses évolutions, les ressorts de la création du profit dans les projets immobiliers et les mécanismes de fixation des prix des terrains urbains. Évoquons, ensuite, les travaux de sociologie économique portant sur les réputations. Ces derniers insistent volontiers sur la fragilité de leur construction et sur leur réversibilité, montrent l'activisme de certaines intermédiaires de marché (prescripteurs, consultants et courtiers notamment) et le pouvoir marchand qu'ils tirent à faire circuler de nouveaux dispositifs d'évaluation (Chauvin, 2013; Chauvin et Bessy, 2013; Dubuisson-Quellier, 2013). De tels travaux ont sans doute leur place dans l'analyse de la réputation des villes montantes (Manchester, Berlin, Bordeaux, etc.). On peut citer également l'intérêt croissant de la sociologie économique pour les futurs, les

promesses et les « anticipations fictionnelles », construites socialement et politiquement, et motivant les actions économiques dans des situations d'incertitude fondamentales (Van Lente et Rip, 1998; Borup et al., 2006; Beckert, 2016). Là encore, le développement massif en Europe des « projets urbains » (Pinson, 2009), consistant à transformer des quartiers entiers pendant plusieurs décennies ont probablement à bénéficier de telles réflexions. Mentionnons, enfin, le retour des classes sociales dans la « nouvelle sociologie économique ». Après avoir fait peu de cas des inégalités, celle-ci revisite la construction des dispositions sociales dans l'économie (Bourdieu, 1977), en montre les effets à des moments d'« épreuves » ou dans certaines sphères sociales (Godechot, 2005, 2013; Lazarus, 2012; Perrin-Heredia, 2009). Le prolongement de ces questions à partir d'inégalités socio-spatiales apparaît comme un terrain de recherche fertile.

Axes de réflexions

Axe 1 : la production urbaine et ses marchés. La fabrique de la ville implique une pluralité de marchés (fonciers, immobiliers, financiers) façonnés par une diversité d'acteurs : des producteurs (promoteurs, constructeurs, firmes d'infrastructures), des prestataires (bureaux d'études, cabinets de conseil, architectes), des intermédiaires (agents immobiliers, apporteurs d'affaires), des financeurs (banques, institutions financières), des aménageurs (société d'économie mixte) ou encore des propriétaires et des occupants (ménages, directions immobilières de grandes entreprises, sociétés d'investissement). Dans la lignée des travaux récents sur les promoteurs immobiliers (Coulondre, 2017; Pollard, 2009), les contributions pourront questionner l'activité économique des entreprises qui produisent la ville, l'aspect relationnel de leur travail ou encore les dispositifs techniques qu'elles mobilisent. Les contributions pourront aussi porter sur les arrangements public-privé et les rapports de pouvoir qui structurent les marchés urbains. Elles pourront également s'intéresser aux résistances suscitées par le développement de ces marchés (mobilisations contre la montée des prix du logement, contre les locations saisonnières, contre la privatisation de certains équipements ou infrastructures, contre la densification des espaces urbains, etc.).

Axe 2 : les instruments marchands des politiques urbaines. L'époque contemporaine se caractérise par une multiplication des instruments marchands jusque-là inédits, inspirés des entreprises privées ou de l'étranger, dans le but de gouverner toutes sortes de domaines sociaux (Ansaloni et al., 2017; Dubuisson-Quellier, 2016). Les politiques urbaines n'y font pas exception. Certaines visent, par exemple, à stimuler la demande de logement en instaurant des crédits d'impôts à l'investissement (Pollard, 2010). D'autres cherchent à rendre comparables les qualités des logements en créant notamment des certifications et des labels environnementaux (Cauchard, 2015). Localement, certaines collectivités s'appuient sur le marché pour agir sur l'offre de commerce de centre-ville (Daniau, 2017). D'autres agissent sur les niveaux de prix, parfois en plafonnant celui des logements pour les réserver à des catégories de ménages. Au niveau national, certaines politiques ont pour objectif d'accroître l'offre de foncier constructible, par exemple en mettant en vente des terrains publics (Piganiol, 2017). Les contributions pourront ainsi s'intéresser à la genèse, au fonctionnement et à la mise en œuvre de ces instruments marchands, porteurs de certaines conceptions du bien

commun, ainsi qu'à leurs contestations éventuelles et à leurs conséquences sociales et urbaines.

Axe 3 : le poids de l'économie dans les usages de la ville. Les choix de résidence des urbains, tout comme leurs pratiques sociales et culturelles, de consommation et de loisirs dépendent d'un ensemble de facteurs qui dépassent la seule dimension économique. Néanmoins, cette dimension prend un poids accru dans les villes contemporaines où de nouvelles pratiques et de nouveaux marchés viennent renforcer les mécanismes marchands plus classiques. Les choix résidentiels sont de plus en plus contraints par l'augmentation inédite des prix immobiliers dans les grandes villes (Bugeja-Bloch, 2013; Cusin, 2016). À cela viennent s'ajouter de nouvelles offres culturelles dans les friches industrielles, des initiatives d'agriculture en ville ou encore des nouvelles plateformes numériques (de type Airbnb) qui modifient la fréquentation et la valeur des quartiers. Les contributions pourront ainsi mobiliser les outils de la sociologie économique pour analyser l'impact des marchés sur les usages et la sélectivité des espaces urbains.

Références

- ANSALONI, M., TROMPETTE, P., ZALIO, P.-P., 2017. « Le marché comme forme de régulation politique ». *Revue française de sociologie*, 58, 3, pp. 359-374.
- BECKERT, J., 2016. *Imagined futures: fictional expectations and capitalist dynamics*. Harvard University Press.
- BECKERT, J., ASPERS, P. (éd.), 2011. *The worth of goods: valuation and pricing in the economy*. Oxford University Press, New York.
- BOLTANSKI, L., ESQUERRE, A., 2016. « L'énigmatique réalité des prix ». *Sociologie*, 7, 1, pp. 41-58.
- BORUP, M., BROWN, N., KONRAD, K., VAN LENTE, H., 2006. « The Sociology of Expectations in Science and Technology ». *Technology Analysis & Strategic Management*, 3-4, 18, pp. 285-298.
- BOURDIEU, P., 2000. *Les structures sociales de l'économie*. Seuil, Paris.
- BOURDIEU, P., 1977. *Algérie 60 : structures économiques et structures temporelles*. Éditions de Minuit, Paris.
- BUGEJA-BLOCH, F., 2013. *Logement, la spirale des inégalités: une nouvelle dimension de la fracture sociale et générationnelle*. PUF.
- BURT, R.S., 1995. « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur ». *Revue française de sociologie*, 36, 4, pp. 599-628.
- CALLON, M., MEADEL, C., RABEHARISOA, V., 2002. « The economy of qualities ». *Economy and society*, 31, 2, pp. 194-217.
- CAUCHARD, L., 2015. « Normalisation environnementale, dynamiques d'expertise et recomposition du système des professions. Les architectes face aux conseillers environnement pour le bâtiment ». *SociologieS*.
- CHAUVIN, P.-M., 2013. « La sociologie des réputations: Une définition et cinq questions ». *Communications*, 93, 2, pp. 131-145.
- CHAUVIN, P.-M., BESSY, C., 2013. « The power of market intermediaries. from information to valuation processes ». *Valuation Studies*, 1, 1, pp. 83-117.

- COULONDRE, A., 2017. « La création de profit par les promoteurs immobiliers ». *Revue française de sociologie*, 58, 1, pp. 41-69.
- CUSIN, F., 2016. « Y a-t-il un modèle de la ville française? Structures urbaines et marchés immobiliers ». *Revue Française de Sociologie*, 57, 1, pp. 97-129.
- DANIAU, A., 2017. « Gouverner avec le marché : le cas du management commercial de centre-ville ». *Revue française de sociologie*, 58, 3, pp. 451.
- DOBBIN, F., 2004. *The new economic sociology: a reader*. Princeton University Press, Princeton N.J.
- DUBUISSON-QUELLIER, S. (éd.), 2016. *Gouverner les conduites*. Presses de Sciences Po, Paris.
- DUBUISSON-QUELLIER, S., 2013. « A Market Mediation Strategy: How Social Movements Seek to Change Firms' Practices by Promoting New Principles of Product Valuation ». *Organization Studies*, 34, (5-6), pp. 683-703.
- ELKIN, S., 1985. « Twentieth century urban regimes. » *Journal of Urban Affairs*, 7, 2, pp. 11-28.
- FAINSTEIN, S.S., 2001. *The city builders: Property development in New York and London, 1980-2000*. University Press of Kansas.
- FOURCADE, M., 2011. « Cents and Sensibility: Economic Valuation and the Nature of "Nature" ». *American Journal of Sociology*, 116, 6, pp. 1721-1777.
- GODECHOT, O., 2013. « Financiarisation et fractures socio-spatiales ». *L'Année sociologique*, 63, 1, pp. 17-50.
- GODECHOT, O., 2005. *Les traders: essai de sociologie des marchés financiers*. La Découverte, Paris.
- GRANOVETTER, M., 1985. « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness ». *American Journal of Sociology*, 91, 3, pp. 481-510.
- HALBWACHS, M., 1908. « Les politiques foncières des municipalités », *Brochure de la Librairie du Parti Socialiste*, 3.
- HARDING, A., 1991. « The rise of urban growth coalitions, UK-style? » *Environment and Planning C: Government and Policy*, 9, 3, pp. 295-317.
- HARVEY, D., 1989. « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism ». *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, 71, 1, pp. 3.
- KRIPPNER, G., GRANOVETTER, M., BLOCK, F., BIGGART, N., BEAMISH, T., HSING, Y., HART, G., ARRIGHI, G., MENDELL, M., HALL, J., 2004. « Polanyi symposium: a conversation on embeddedness ». *Socio-economic review*, 2, 1, pp. 109-135.
- LAZARUS, J., 2012. *L'épreuve de l'argent : banques, banquiers, clients*. Calmann-Lévy, Paris.
- LE GALES P., 2011., *Le retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po.
- MARX, K., ENGELS, F., 1982 [1932]. *L'idéologie allemande*. Éditions sociales.
- PERRIN-HEREDIA, A., 2009. « Les logiques sociales de l'endettement : gestion des comptes domestiques en milieux populaires ». *Sociétés contemporaines*, 76, 4, pp. 95-119.
- PIGANIOL, M., 2017. « Le prix du compromis politique ». *Revue française de sociologie*, 58, 2, pp. 267-293.
- PINSON, G., 2009. *Gouverner la ville par projet : urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Presses de Sciences Po, Paris.
- POLANYI, K., 1983 [1944]. *La Grande Transformation*. Gallimard, Paris.
- POLLARD, J., 2010. « Soutenir le Marché: les nouveaux instruments de la politique du logement ». *Sociologie du Travail*, 52, 3, pp. 303-440.

- POLLARD, J., 2009. *Acteurs économiques et régulation politique: Les promoteurs immobiliers au centre des politiques du logement dans les régions de Paris et de Madrid*. Thèse de doctorat en science politique. Paris, Institut d'études politiques, Paris.
- PORTES, A., SENSENBRENNER, J., 1993. « Embeddedness and Immigration: Notes on the Social Determinants of Economic Action ». *American Journal of Sociology*, 98, 6, pp. 1320-1350.
- PUMAIN, D., THISSE, J.-F., THOMAS, I., WALLISER, B., 2007. « Nouvelle Economie Géographique et Géographie, quel dialogue ». *Espace géographique*, 36, pp. 193-214.
- SAFFORD, S., 2009. *Why the garden club couldn't save Youngstown: the transformation of the Rust Belt*. Harvard university press.
- STONE, C.N., 1989. *Regime politics: governing Atlanta, 1946-1988*. University Press of Kansas.
- TOPALOV, C., 1987. *Le logement en France : histoire d'une marchandise impossible*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- VAN LENTE, H., RIP, A., 1998. « The rise of membrane technology from Rhetorics to social reality ». *Social studies of science*, 28, 2, pp. 221-254.
- VATIN, F. (éd.), 2009. *Evaluer et valoriser : une sociologie économique de la mesure*. Presses Universitaires du Mirail, Toulouse.
- WEBER, M., 2003 [1922]. *Économie et société*. Pocket, Paris.
- ZALIO, P.-P., 2004. « L'entreprise, l'entrepreneur, et les sociologues ». *Entreprises et Histoire*, 35, pp. 16-30.
- ZELIZER, V., 2010. *Economic lives : how culture shapes the economy*. Princeton University Press, Princeton N.J., Woodstock.